

LA CRISE DE LA ZONE EURO

La crainte de l'« Europe allemande » resurgit chez les dirigeants français

Les critiques contre Berlin, qui semble détenir les clés de l'avenir de la zone euro, se multiplient en France

C'est le destin de l'Europe qui se joue. « Nous nous en sortons ensemble ou nous périrons chacun de notre côté », a déclaré Nicolas Sarkozy, mercredi 23 novembre, devant les maires de France réunis à l'Élysée. Le président de la République n'a pas été jusqu'au bout de sa pensée : l'avenir du Vieux Continent est entre les mains de l'Allemagne, et d'elle seule. En recevant ce jeudi à Strasbourg Angela Merkel et le président du conseil italien Mario Monti, M. Sarkozy fera mine de faire jeu égal avec l'Allemagne et cherchera à montrer que les trois principales économies de la zone euro font bloc face aux marchés. Il va prendre l'initiative, en prononçant jeudi 1^{er} décembre un grand discours sur l'Europe.

En réalité, les Européens scrutent avec angoisse la chancelière, ou plus précisément la nébuleuse du pouvoir en Allemagne, faite de subtils équilibres entre le gouvernement Merkel, le Bundestag, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe et la Bundesbank. De leur compromis interne viendra la décision, ou non, d'autoriser la Banque centrale européenne (BCE) à financer durablement les Etats attaqués par des marchés. De cette décision dépendra la survie de l'Italie et de l'euro. « Les Allemands dominent

tout. On attend leurs décisions sans avoir de prise sur les événements », s'afflige un poids lourd du gouvernement français.

Et c'est la panique. Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand, a tiré la sonnette d'alarme ce week-end : l'Europe s'est suicidée lors des deux conflits mondiaux du XX^e siècle.

L'enjeu pour Paris est de convaincre Berlin qu'elle doit retrouver la sagesse de l'après-réunification

« Aujourd'hui, c'est de nouveau au tour de l'Allemagne de tenir dans sa main l'arme du suicide collectif du continent », met en garde M. Attali, qui expose sa solution technique. Si l'Allemagne la refuse, « la catastrophe aura lieu », prévient M. Attali.

Certes, l'Allemagne a fait ce qu'on lui avait promis qu'elle n'aurait jamais à faire, voler au secours des pays latins en faillite. Mais la spirale négative semblant inexorable, elle fait figure d'accusée. Les eurosceptiques multiplient les sorties antigermani-

ques. « L'Allemagne porte une responsabilité totale dans la faillite du système. Après l'obsession de la politique monétaire restrictive, on veut nous proposer le diktat sur le budget, la trique allemande. C'est la fin des démocraties nationales », accuse le député Jacques Myard (UMP, Yvelines). Il est désormais rejoint par les fédéralistes, angoissés par une Allemagne moraliste, qui pourchasse les déficits.

« Ce que disent les Allemands était valable il y a dix ans. Il ne fallait pas faire de déficits. Mais c'est trop tard. Ils prônent de manière névrotique des choses qui ne peuvent pas produire les résultats qu'ils espèrent », s'afflige Jean-Louis Bourlanges, président de la Fondation du centre, qui voit trois solutions : « La mort par autarcie, c'est la sortie de l'euro. La mort par asphyxie, c'est la rigueur proposée par l'Allemagne. Et puis la réforme, avec solidarité et pragmatisme. »

Ce chemin étroit inquiète les Français, qui ne savent quelle dose de rigueur et de contrainte fédérale ils vont devoir concéder. Le fantôme de l'Europe allemande resurgit. L'ancien ministre des affaires étrangères, le socialiste Hubert Védrine, s'inquiète d'une Allemagne qui pousse ses pions sur deux fronts, économique et institutionnel : pour mieux contrôler les poli-



A l'Élysée, mercredi 23 novembre, lors du discours de Nicolas Sarkozy aux maires. PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

tiques budgétaires, elle exige un renforcement du Parlement qu'elle domine par sa démographie, et de la Commission, émanant de ce même Parlement. « Le gouvernement de la zone euro de demain ne peut pas être germano-allemand, imposé à des pays qui ne peuvent pas refuser car ils sont pris en otage par les marchés », dénonce M. Védrine.

Le Quai d'Orsay met en garde contre une Allemagne qui défend froidement ses intérêts – elle est accusée de vouloir abandonner le principe « un pays, une voix » et pondérer le pouvoir à la BCE en fonction de la richesse économique de chaque pays. Le salut de la France passera par un Conseil européen fort, où le président français, tout puissant dans son pays, est particulièrement influent.

Les Français s'inquiètent parallèlement de se voir imposer une ligne économique allemande. Le sujet est encore plus sensible en campagne électorale, M. Sarkozy

ayant instrumentalisé le modèle allemand pour mieux vendre ses propres réformes. La gauche contre-attaque sur les concessions faites par le président français. « L'Allemagne a clairement pris le leadership. Modifier les traités dans le sens de la seule rigueur, ce n'est pas une perspective. Je ne vois pas les avancées ou les contreparties que Nicolas Sarkozy recueille », accuse Pierre Moscovici, directeur de campagne de François Hollande, qui annonce que le candidat socialiste souhaite rencontrer la chancelière avant mai 2012. Pour se connaître : « On ne peut pas se découvrir au lendemain de l'élection présidentielle. » Pour débattre du fond : « Il faudra expliquer à Angela Merkel combien la France d'après est une France solide, qui donne des garanties sur ses finances, mais tenter de définir une nouvelle donne qui ne peut être la rigueur seule. »

L'enjeu pour Paris est de convaincre Berlin qu'elle doit

retrouver la sagesse de l'après-réunification. L'Allemagne avait alors compris qu'elle n'avait pas intérêt à pousser jusqu'au bout son avantage, car elle risquait, in fine, de se heurter à la révolte de ses voisins affaiblis ou inquiets, et Helmut Kohl avait abandonné le deutschemark pour l'euro.

« Aujourd'hui, l'Allemagne croit que son intérêt est d'être très dure sur la doctrine et de s'imposer comme seul leader en Europe », analyse un ministre français. « Mais elle ne tiendra pas, car elle va susciter un sentiment trop fort de germanophobie. Avec l'Autriche, c'est désormais son Hinterland qui est attaqué ; avec la France, son premier partenaire. Elle va finir par bouger », espère ce ministre. « Je n'entends pas de résurgences d'autres temps de l'histoire, mais si l'Europe se délite, certains voudront trouver des responsabilités et cela peut être mauvais », analyse l'ancien premier ministre, Laurent Fabius. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

APPEL D'OFFRES - AVIS D'ENQUETE



01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

PRÉFET DE LA DRÔME - PRÉFET DE VAUCLUSE
PRÉFET DE L'ARDÈCHE - PRÉFET DU GARD

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

demande de modification du Décret du 8 septembre 1977 modifié autorisant la création par la société EURODIF PRODUCTION d'une usine de séparation des isotopes de l'uranium par diffusion gazeuse (installation nucléaire de base INB n°93 « Georges Besse ») sur le site du Tricastin (dossier PRISME).

Par arrêté inter-préfectoral (Drôme - Vaucluse - Ardèche - Gard) du 18 novembre 2011, une enquête publique est ouverte du **lundi 19 décembre 2011 au vendredi 20 janvier 2012** sur la demande présentée par la société EURODIF PRODUCTION Site du Tricastin - Usine Georges Besse - BP 175 - 26702 PIERRELATTE CEDEX, en vue d'obtenir l'autorisation de modification du Décret du 8 septembre 1977 modifié autorisant la création par la société EURODIF PRODUCTION d'une usine de séparation des isotopes de l'uranium par diffusion gazeuse (installation nucléaire de base INB n°93 « Georges Besse ») sur le site du Tricastin comprenant la réalisation des opérations liées à la fin de vie de l'usine Georges Besse, l'amélioration de la maîtrise des impacts environnementaux, la mutualisation des moyens sur la plateforme AREVA du site du Tricastin et la modification du périmètre de l'INB 93.

A cet effet, les pièces du dossier d'enquête, dont l'étude d'impact, de même que le rapport préliminaire de sûreté, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse d'EURODIF PRODUCTION à cet avis, les registres d'enquêtes cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, seront déposés pendant toute la durée de l'enquête publique dans les mairies de PIERRELATTE, SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, BOLLÈNE, LAPALUD, BOURG-SAINT-ANDEOL, PONT-SAINT-ESPRIIT.

Le dossier d'enquête sera en outre disponible, pendant la durée de l'enquête, sur le site internet de l'exploitant : <http://www.aveva.com/eurodif>.

Le public intéressé pourra en prendre connaissance aux jours et aux heures habituels d'ouverture au public de la mairie de PIERRELATTE, siège de l'enquête, ainsi que dans les mairies de SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, BOLLÈNE, LAPALUD, BOURG-SAINT-ANDEOL, PONT-SAINT-ESPRIIT et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquêtes prévus à cet effet.

Pendant la durée de l'enquête, les observations écrites pourront également être adressées au président de la commission d'enquête, en mairie de PIERRELATTE (Avenue Jean Perrin 26700), siège de l'enquête ; elles seront annexées au registre d'enquête.

La commission d'enquête désignée par les Présidents des Tribunaux Administratifs de Lyon, Nîmes et Grenoble est composée de :

- **Président** : M. POUYET Jean-Pierre, Géomètre expert urbaniste - retraité
- **Titulaires** : M. BEAUDOIN Philippe, Ancien Directeur Général Adjoint à la Société FBFC, Mme MARAND - DUCREUX Anna-Belle, Géologue
- **Suppléant** : M. BREUIL Jean, cadre scientifique, retraité.

La commission d'enquête ou l'un au moins des commissaires enquêteurs, seront présents en mairies de PIERRELATTE, SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, BOLLÈNE, LAPALUD, BOURG-SAINT-ANDEOL, PONT-SAINT-ESPRIIT, pour recevoir les observations du public. Les permanences se tiendront :

le lundi 19 décembre 2011	de 09h00 à 12h00	à PIERRELATTE
le mardi 3 janvier 2012	de 09h00 à 12h00	à SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX
le mardi 3 janvier 2012	de 14h00 à 17h00	à PIERRELATTE
le jeudi 5 janvier 2012	de 09h00 à 12h00	à BOLLÈNE
le jeudi 5 janvier 2012	de 14h00 à 17h00	à LAPALUD
le mardi 10 janvier 2012	de 09h00 à 12h00	à BOURG-SAINT-ANDEOL
le mardi 10 janvier 2012	de 14h00 à 17h00	à PONT SAINT ESPRIIT
le mardi 17 janvier 2012	de 09h00 à 12h00	à LAPALUD
le mardi 17 janvier 2012	de 14h00 à 17h00	à BOLLÈNE
le vendredi 20 janvier 2012	de 09h00 à 12h00	à SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX
le vendredi 20 janvier 2012	de 14h00 à 17h00	à PIERRELATTE.

Des copies du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenues à la disposition du public en préfectures de l'Ardèche, de la Drôme, du Gard et de Vaucluse ainsi que dans les mairies de PIERRELATTE, SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, BOLLÈNE, LAPALUD, BOURG-SAINT-ANDEOL, PONT-SAINT-ESPRIIT, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Qui veut quoi dans les négociations européennes ?

Quatre réformes divisent aujourd'hui les dirigeants de l'Union européenne. Elles sont au cœur de leurs discussions dans la perspective du Conseil du 9 décembre.

Angela Merkel : réformer les traités

Angela Merkel fait d'une réforme des traités européens la condition sine qua non de nouvel effort de solidarité. Pour elle, cette révision « limitée » vise à inscrire dans le marbre les principes de discipline budgétaire chers à l'Allemagne. Pour intégrer davantage le gouvernement économique de la zone euro, la chancelière demande de nouveaux transferts de souveraineté budgétaire. Elle propose, entre autres, de rendre possible la saisine de la Cour de justice européenne contre les Etats incapables de respecter le pacte de stabilité. Avant le Conseil européen du 9 décembre, qui pourrait être précédé d'un sommet de la zone euro, M^{me} Merkel tente de convaincre ses partenaires, plus que partagés sur l'opportunité et les modalités d'une telle révision. Le processus, long et compliqué, pourrait de surcroît échouer au stade des ratifications, si l'on se souvient de l'expérience malheureuse de la Constitution rejetée en France et aux Pays-Bas en 2005. La France, d'abord réticente, veut élargir le débat au nom de la convergence économique et fiscale. Elle prône la fin de l'unanimité en matière fiscale.

Nicolas Sarkozy : ériger la BCE en pare-feu

Pour Nicolas Sarkozy comme pour nombre de dirigeants de la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) doit être transformée en prêteur en dernier ressort de l'Union monétaire. Ce serait une façon d'aligner son action sur celle d'autres banques centrales comme la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre, très actives pour sout-



Nicolas Sarkozy, José Manuel Barroso, David Cameron et Angela Merkel. LIONEL BONAVENTURE/AFP, ERIC PIERMONT/AFP, SERGEY GUINEEV/AFP, ERIC FEFERBERG/AFP

nir leurs Etats. Vu de Paris, mais aussi de Londres ou de Washington, la BCE est désormais la seule en mesure de calmer la crise, étant donné que les fonds de sauvetage mis en place depuis un an n'ont pu être renforcés à temps. L'Allemagne s'oppose à cette perspective et brandit les traités européens qui interdisent à l'institut d'émission de faire marcher la planche à billets pour renflouer des Etats. Soucieux de défendre son indépendance, Mario Draghi, le président de la BCE depuis le départ de Jean-Claude Trichet le 1^{er} novembre, a prévenu que les interventions actuelles de la Banque, qui rachète depuis mai 2010 de la dette des pays en difficulté, seraient temporaires. La question divise le Conseil des gouverneurs de l'institution où une forte minorité, conduite par Jens Weidman, le président de la Bundesbank, s'oppose à toute évolution du rôle de la BCE.

José Manuel Barroso : eurobonds et fédéralisme

José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a proposé mercredi 23 novembre d'aller vers une mutualisation plus ou moins complète des dettes européennes. La mise en place d'euro-obligations aurait l'avantage de faciliter le financement, à moindre coût, des pays en difficulté. Pour Bruxelles, cette option n'est envisageable qu'à la condition de mettre en place un véritable dispositif intégré de surveillance budgétaire. Sans attendre, la Commission a d'ailleurs proposé mercredi que les Etats et le Parlement européen la dotent de nouveaux pouvoirs de contrôle des projets de budget des pays en déficit excessif, avant même l'adoption des budgets par les Parlements nationaux. « Sans une gouvernance économique renforcée, il sera difficile, sinon impossible, de maintenir une mon-

naie commune », a prévenu M. Barroso. L'objectif est d'amadouer l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas. Pour ces pays, les euro-obligations risquent d'encourager le laxisme des Etats les moins vertueux. Angela Merkel, qui rejette, depuis le début de la crise, la mise en place d'un tel mécanisme, a qualifié mercredi d'« extraordinaires inappropriées » les propositions de la Commission.

David Cameron : contre une zone euro toute puissante

David Cameron, le premier ministre britannique, redoute la mise en place d'une Europe à deux vitesses, pilotée par une union monétaire plus intégrée. Ses préoccupations sont partagées par la plupart des Etats d'Europe centrale, Pologne en tête, dont l'adhésion à l'euro est reportée en raison de la crise des dettes. Soucieux de ne pas être marginalisé, tout en se tenant plus que jamais à l'écart de l'euro, le Royaume-Uni réclame un droit de regard sur certaines décisions de l'union monétaire, en particulier en matière de régulation financière. M. Cameron a de surcroît prévenu qu'en cas de nouvelle révision des traités, les plus eurosceptiques du Parti conservateur ne manqueraient pas d'exiger le rapatriement à Londres de pouvoirs transférés à Bruxelles. Cette position horrifie ses partenaires, à commencer par Nicolas Sarkozy. « Il aurait mieux fait de se taire », a lâché le président français lors d'un récent Conseil européen, au sujet des conseils prodigués par M. Cameron. Si la réforme des traités à Vingt-Sept devait être impossible, en raison des Britanniques, les Français examinent la possibilité d'un traité entre les seuls pays de la zone euro. Une sorte de noyau dur, à condition que l'euro survive à la crise. ■

PHILIPPE RICARD (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Allemands et Français s'inquiètent de la crise mais sont divisés sur les solutions

Les opinions divergent sur le rôle de la Banque centrale européenne

Comment réagissent les opinions française et allemande à la crise de la dette et à la situation économique en Europe ? Une étude menée par l'institut IFOP (réalisée du 8 au 15 novembre auprès de 802 personnes en France et de 811 en Allemagne) pour la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS, et la Friedrich Ebert Stiftung, proche du SPD allemand, apporte des éléments de réponse.

D'abord, l'inquiétude est forte dans les deux pays. « Dans des proportions inattendues », estime Daniel Cohen (membre du conseil de surveillance du Monde), pour la Fondation Jean-Jaurès. « Les Allemands, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ne s'estiment pas à l'abri », constate l'économiste.

Ainsi, 91% des Français et 87% des Allemands se disent inquiets du déficit public et de la dette de leur Etat. De la même manière, 57% des Français estiment que

leur pays pourrait connaître le même sort que la Grèce « dans les prochains mois ou les prochaines années ». La proportion est plus faible en Allemagne (43%), mais pas négligeable.

Diagnostic de gravité

Au-delà de ce diagnostic de gravité, les opinions française et allemande accordent du crédit à la coopération entre les deux pays. La crise, pour 76% des Français et 63% des Allemands, « va renforcer le couple franco-allemand ». De même, les populations des deux pays souscrivent à une série d'idées. Ainsi, 86% des Français et 88% des Allemands sont favorables à l'inscription dans la Constitution de leur pays d'une règle d'or budgétaire. Et 85% des Français et 73% des Allemands font un accueil positif à une convergence des impôts pesant sur les entreprises européennes.

A l'inverse, 62% des Français et 63% des Allemands estiment que « la crise va aboutir à un éclatement de la zone euro entre d'un côté les pays du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, France, Finlande) et de l'autre les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) ». « C'est comme si le consensus sur le couple franco-allemand se faisait, au fond, sur un rejet du reste de l'Europe », analyse M. Cohen. Ainsi, 59% des Français et 65% des Allemands ne souhaitent pas « la mutualisation d'une partie des dettes des différents pays membres de l'Union européenne ».

Autre enseignement de cette étude, de vieux clivages demeurent, qui peuvent même être exacerbés par la crise. Ainsi, le rôle de Banque centrale européenne (BCE) n'est pas appréhendé de la même manière des deux côtés du Rhin, au moment où cette ques-

tion est sur la table des négociations. Paris promeut l'idée, à laquelle s'oppose Berlin, que la BCE puisse, de façon permanente, acheter la dette des membres de la zone euro les plus en difficulté, pour faire baisser leurs taux d'emprunt. Au risque, cependant, de nourrir l'inflation.

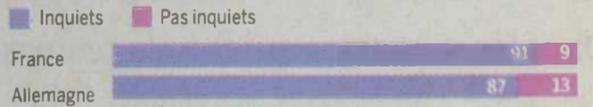
Si, pour 77% des Allemands, la BCE « continue d'avoir pour principale mission de lutter contre l'inflation et la hausse des prix », seuls 52% des Français souscrivent à cette idée, 48% considérant qu'elle devrait avoir pour principale mission de favoriser la croissance économique. L'écart est important.

En la matière, l'opinion allemande s'est radicalisée. Entre décembre 2010 et novembre 2011, la part des Allemands défendant la mission originale de lutte contre l'inflation de la BCE a augmenté de 8 points.

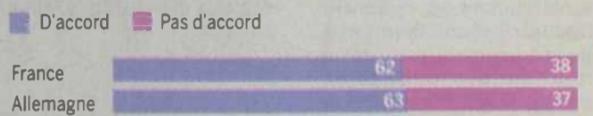
PIERRE JAXEL-TRUER

BCE, les opinions publiques partagées

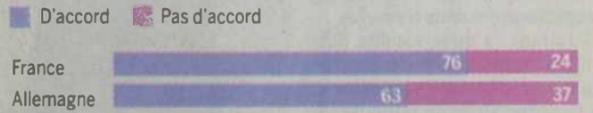
► VIS-À-VIS DES DÉFICITS PUBLIC ET DE LA DETTE DE L'ÉTAT



► LA CRISE VA ABOUTIR À UN ÉCLATEMENT DE LA ZONE EURO ENTRE D'UN CÔTÉ LES PAYS DE L'EUROPE DU NORD ET DE L'AUTRE, LES PAYS DE L'EUROPE DU SUD

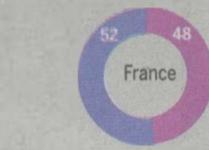


► LA CRISE VA RENFORCER LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND



► LA BANQUE CENTRALE DOIT...

...continuer d'avoir pour principale mission de lutter contre l'inflation et la hausse des prix



SOURCE : IFOP POUR LA FONDATION JEAN-JAURÈS ET FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

L'Allemagne nie être isolée dans les négociations sur la sortie de la crise

Pour Berlin, la réforme des traités européens est de nature à rassurer les marchés

Berlin
Correspondant

Depuis quelques jours, l'Allemagne est isolée sur la scène européenne et n'aime pas cela. S'il n'en fallait qu'une preuve, la conférence de presse organisée mardi 22 novembre, par le groupe parlementaire CDU/CSU du Bundestag à destination de la seule presse internationale l'apporte.

Au cours de cette « première », deux députés, Michael Meister et Andreas Schockenhoff, ont expliqué que l'Allemagne n'est ni égoïste ni anti-européenne, qu'elle est au contraire en faveur d'une plus grande intégration politique et économique mais que ni les euro-obligations ni le recours à la Banque centrale européenne (BCE) pour venir en aide aux Etats ne constituent des solutions.

Sécurité

D'ailleurs, mercredi 23 novembre, le tourage d'Angela Merkel minimisait l'isolement de l'Allemagne. « Sur la question essentielle de la réforme des traités, la France et l'Allemagne sont sur la même ligne », se félicitait Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière. Dans ce pays où la plupart des dirigeants, y compris au ministère des finances, sont soit ingénieurs, soit juristes, on estime que la réforme des traités offre aux marchés la sécurité dont ils ont besoin.

On refuse donc la critique selon laquelle des promesses de changements n'ont pas d'effets à court terme. Pour Berlin, la rencontre de Strasbourg avec Nicolas Sarkozy et Mario Monti, jeudi 24 novembre, n'est qu'une étape surtout destinée à convaincre le chef du gouvernement italien de la nécessité de changer les traités pour renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction au sein de la zone euro. Mario Monti, soucieux de montrer que l'Italie joue à nouveau un rôle majeur en Europe, et les dirigeants français et allemand, soucieux d'échapper aux critiques contre le couple « Merkozy », y ont intérêt. Mais le rendez-vous décisif sera le Conseil européen du 9 décembre, affirme Berlin, où l'on veut croire que, d'ici là, les points de vue se rapprocheront.

Les euro-obligations ? M^{me} Mer-

kel estime à la fois qu'elles présentent l'inconvénient de diminuer la pression sur les Etats laxistes, mais aussi qu'elles sont l'aboutissement et non le préalable d'un processus d'intégration communautaire. Ce n'est donc pas un veto allemand absolu.

Quant à l'aide que la Banque centrale européenne (BCE) pourrait apporter à ces mêmes Etats, les réticences allemandes sont plus fondamentales. Rien ne doit pouvoir remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale. Mais comme on le reconnaît au ministère des finances, « si, en toute indépendance, la Banque centrale décidait d'intervenir, nous ne pourrions pas l'en empêcher ». Ce qui est sûr est que, dans une telle circonstance, le nouveau président de la BCE, Mario Draghi, s'opposerait à Jens Weidmann, président de la Bundesbank et à ce titre membre du directoire de la BCE. Il choquerait également les Allemands, pour qui la Banque centrale doit être le gardien du temple.

Mais les esprits sont peut-être en train d'évoluer. Alors que l'opposition est très favorable aux euro-obligations mais semble plus réservée sur une évolution de la BCE, certains journaux (la *Süddeutsche Zeitung*, le *Handelsblatt*) commencent à publier des points de vue non orthodoxes sur le sujet. Ironie de l'histoire, si Angela Merkel passe pour une Mère la Rigueur à l'étranger, Sigmar Gabriel, président du Parti social-démocrate (SPD), l'a accusée mercredi au Bundestag de présenter un budget laxiste pour 2012, avec 4 milliards d'euros de dette supplémentaires.

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Les critiques de M. zu Guttenberg

Karl-Theodor zu Guttenberg, l'ancien ministre de la défense allemande qui avait démissionné en mars pour avoir plagié une grande partie de son doctorat, revient dans le débat politique. Lors d'une conférence aux Etats-Unis, samedi 19 novembre, il a estimé que l'Europe ne vit « pas seulement une crise de la dette, mais surtout une crise de compréhension et de direction politique ». — (Corresp.)

SONY
make.believe

ACTUELLEMENT AU CINÉMA
LES AVENTURES DE
TINTIN
LE SECRET DE LA LICORNE

PLONGEZ AU CŒUR DE L'AVENTURE

Jusqu'à **300€*** remboursés sur une sélection de produits Sony jusqu'au 31 décembre 2011

Système Home Cinéma Blu-ray

*Voir modalités en magasin et sur www.sony.fr